
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 4132

[2010/206229]

25 OCTOBRE 2010. — Arrêté ministériel portant agrément d'un organisme interprofessionnel pour le contrôle de la composition du lait et portant approbation du document normatif relatif au contrôle de la composition du lait de vache livré par les producteurs aux acheteurs agréés

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'article 3, modifié par les lois du 29 décembre 1990 et du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001, et l'article 4, remplacé par la loi du 5 février 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 16 septembre 2010,

Arrête :

Article 1^{er}. En exécution de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels, l'association sans but lucratif "Comité du Lait des Provinces de Liège, Namur, Luxembourg, du Brabant wallon et Hainaut", en abrégé "Comité du Lait ASBL, sise route de Herve 104, à 4651 Battice (Herve), est agréée comme organisme interprofessionnel pour le contrôle de la composition du lait.

Art. 2. La circonscription territoriale fixée en exécution de l'article 11, 2°, du même arrêté du Gouvernement wallon, sur laquelle l'organisme interprofessionnel visé à l'article 1^{er} exerce ses activités, est le territoire de la Région wallonne.

Art. 3. Le document normatif, établi par l'organisme interprofessionnel visé à l'article 1^{er} en exécution de l'article 11, 4°, du même arrêté du Gouvernement wallon, est approuvé et repris en annexe.

Namur, le 25 octobre 2010.

B. LUTGEN

ANNEXE

Comité du Lait ASBL

Document normatif relatif au contrôle de la composition du lait de vache livré par les producteurs aux acheteurs agréés

1. Généralités :

1° Ce document normatif est établi en application de l'article 11, 4°, de l'A.G.W. (voir 2.1).

2° Ce document normatif décrit la méthode à suivre par les acheteurs, les producteurs et l'O.I. (voir 2.3), pour le contrôle de la composition du lait de vache livré par les producteurs aux acheteurs agréés dans la circonscription territoriale fixée à l'article 2 du présent arrêté.

3° Tout ce qui n'est pas prévu dans ce document normatif est réglé par l'application de l'A.G.W.

4° Les modalités d'exécution pratique du présent document normatif sont fixées par l'O.I., en accord, d'une part, avec les autres organismes interprofessionnels agréés en Belgique en application soit de l'A.G.W., soit d'une législation comparable à cet arrêté et en vigueur dans les autres régions de Belgique, et, d'autre part, avec les organisations professionnelles représentatives des acheteurs et des producteurs.

5° Les modalités d'exécution pratique du présent document normatif sont disponibles sur le site internet de l'O.I. (www.comitedulait.be). Elles sont communiquées par l'O.I. au producteur de lait et à l'acheteur, sur simple demande de leur part.

6° Les modalités d'exécution pratique du présent document normatif sont communiquées, à chaque mise à jour, au Service visé à l'article 1^{er}, 3°, de l'A.G.W.

2. Définitions :

1° L'A.G.W. : l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels.

2° Les définitions de l'article 1^{er} de l'A.G.W. sont d'application pour le présent document.

3° L'O.I. : Le Comité du Lait ASBL, organisme interprofessionnel chargé du contrôle de la composition du lait livré par les producteurs aux acheteurs agréés.

4° La circonscription territoriale : la circonscription territoriale visée à l'article 2 du présent arrêté.

5° Le camion-citerne : le véhicule de collecte utilisé pour la collecte du lait dans la circonscription territoriale.

6° Le chauffeur (de camion-citerne) : la personne responsable du prélèvement de l'échantillon et, par extension, des opérations de chargement lors de la collecte.

7° Le classement mensuel :

1. pour la teneur en matière grasse et la teneur en protéines, c'est la teneur moyenne, visée à l'annexe 2, D, 3, e, de l'A.G.W., calculée sur les livraisons d'un mois;

2. pour le point de congélation, c'est le résultat visé à l'annexe 2, C, 1, 2°, de l'A.G.W.;

3. pour les critères de qualité du lait de vache définis dans l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif au contrôle de la qualité du lait cru et à l'agrément des organismes interprofessionnels, ce sont les résultats visés à l'annexe 2, C, 1, 3° à 5°, de l'A.G.W.

8° Le test de détermination du pourcentage de lait résiduel : le test qui permet de déterminer si l'échantillon, prélevé par l'appareil d'échantillonnage automatique du camion-citerne pendant une opération de chargement, n'est pas contaminé par du lait échantillonné lors des opérations de chargement précédentes.

3. Modalités de la collecte :

1. Généralités :

1° Chaque camion-citerne doit être agréé par l'O.I., sauf si le camion-citerne remplit les conditions du point 3.2.4 ou si l'acheteur remplit les conditions du point 3.8.

2° En vertu de l'article 7, § 3, de l'A.G.W., le prélèvement de l'échantillon et, par extension, la collecte du lait ne peuvent être réalisés que par un chauffeur de camion-citerne titulaire d'une licence pour le prélèvement de l'échantillon délivrée par l'O.I. (voir 3.6) sauf si le chauffeur dispose d'une licence remplissant les conditions du point 3.6.4 ou si l'acheteur remplit les conditions du point 3.8.

2. Conditions d'octroi, de maintien et de retrait de l'agrément d'un camion-citerne :

1° Le camion-citerne est agréé s'il dispose des équipements conformes suivants, en état de marche et dont l'utilisation ne peut modifier les caractéristiques du lait chargé et échantillonné :

1. système d'enregistrement automatique des données d'identification des quantités de lait chargées;

2. appareillage pour le prélèvement automatique d'un échantillon du lait chargé, qui fonctionne selon un système d'échantillonnage approuvé;

3. coffre à échantillons;

4. équipement de collecte.

Des précisions complémentaires au sujet de ces équipements et de leur état de marche peuvent être prises selon les modalités du point 1.4. Dans ce cas, elles sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

Les conditions à respecter pour l'approbation du système d'échantillonnage, selon lequel fonctionne l'appareillage visé au point 3.2.1.2, sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

2° Contrôles dans le cadre de l'agrément d'un camion-citerne :

1. Avant de délivrer l'agrément, l'O.I. contrôle le bon fonctionnement de l'appareillage visé au point 3.2.1.2 sur base du test de détermination du pourcentage de lait résiduel. Il contrôle aussi le bon fonctionnement des autres équipements du camion-citerne, visés au point 3.2.1.

Une procédure de contrôle pour un nouvel agrément, fixée selon les modalités du point 1.4 et disponible selon les modalités du point 1.5, décrit la marche à suivre pour :

- a) réaliser tous ces contrôles;
- b) interpréter leurs résultats et
- c) indiquer les actions de mise en conformité à entreprendre avant de soumettre à nouveau le camion-citerne aux mêmes contrôles.

2. Pour le maintien de l'agrément, au minimum une fois par an, l'O.I. contrôle chaque camion-citerne agréé.

Une procédure de contrôle pour le maintien d'un agrément, fixée selon les modalités du point 1.4 et disponible selon les modalités du point 1.5., décrit la marche à suivre pour :

- a) réaliser les contrôles des équipements visés au point 3.2.1;
- b) interpréter leurs résultats;
- c) indiquer les actions de mise en conformité à entreprendre avant de soumettre à nouveau le camion-citerne aux mêmes contrôles et

d) indiquer les délais dans lesquels ces actions doivent être entreprises, tout dépassement de ces délais conduisant à un retrait de l'agrément du camion-citerne.

3° L'O.I. établit et maintient à jour une liste, par acheteur, des camions-citernes qui collectent dans la circonscription territoriale, des caractéristiques de leurs appareils d'échantillonnage et de la validité de leur agrément.

4° Le camion-citerne :

- a. disposant d'un agrément en cours de validité délivré par un autre O.I. agréé en vertu de l'A.G.W.,
- b. ou équipé d'un appareil d'échantillonnage disposant d'un agrément en cours de validité délivré en vertu de l'article 5, § 1^{er} et § 2, du "*Besluit van de Vlaamse Regering van 7 september 2007 houdende de organisatie van de vaststelling van en de controle op de samenstelling van rauwe koemelk*" est reconnu comme équivalent à un camion-citerne agréé par l'O.I., pour autant :

- a. qu'un document comparable à celui visé au point 3.2.6 soit présent dans le camion-citerne, et
- b. qu'un contrôle inopiné, selon des modalités comparables au contrôle visé au point 3.2.2.2, ne démontre pas des manquements sévères aux conditions d'agrément visées au point 3.2.1.

Ce camion-citerne est repris dans la liste visée au point 3.2.3.

1. L'octroi de l'agrément est conditionné par le résultat du contrôle visé au point 3.2.2.1. Le maintien ou le retrait de l'agrément est conditionné par le résultat du contrôle visé au point 3.2.2.2.

2. L'agrément est attesté par un document délivré à l'acheteur par l'O.I.. Ce document doit être présent à tout moment dans le camion-citerne et permettre l'indication de chaque contrôle réalisé.

1. Informations et documents que les acheteurs doivent fournir à l'organisme interprofessionnel concernant l'organisation de la collecte et l'identification des producteurs :

1° L'acheteur communique à l'O.I. chaque changement qui concerne les producteurs qui lui livrent du lait, à la fréquence fixée par l'O.I. et disponible selon les modalités du point 1.5.

2° L'acheteur communique à l'O.I. chaque changement concernant la collecte (tournées, camions-citernes, chauffeurs, dates de collecte), à la fréquence fixée par l'O.I. et disponible selon les modalités du point 1.5.

3° Des informations complémentaires concernant l'organisation de la collecte sont communiqués par l'acheteur à chaque requête de l'O.I.

2. Prescriptions pour enregistrer les données d'identification des quantités de lait chargées :

1° Pendant la collecte, lors de chaque opération de chargement de lait à l'unité de production laitière, les données d'identification de la quantité de lait chargée, visées à l'article 7, § 1^{er}, de l'A.G.W. sont enregistrées automatiquement au moyen du système d'enregistrement automatique installé sur le camion de collecte, visé à l'article 3.2.1.1.

2° En cas de défaillance du système d'enregistrement automatique, ou si l'acheteur remplit les conditions du point 3.8, les données sont enregistrées manuellement par le chauffeur du camion-citerne.

3. Prescriptions pour le prélèvement et l'identification de l'échantillon lors de chaque opération de chargement d'une livraison :

1° L'échantillon prescrit par l'article 7, § 2, de l'A.G.W. est prélevé automatiquement dans un flacon agréé par l'O.I., au moyen de l'appareillage visé au point 3.2.1.2. A la fin de chaque prélèvement, l'échantillon devient la propriété de l'O.I.

2° L'échantillon est prélevé manuellement uniquement si l'appareillage visé au point 3.2.1.2 est temporairement défectueux ou si une quantité insuffisante de lait à charger (inférieure à 150 litres) rend impossible un prélèvement automatique représentatif de la quantité de lait chargée.

L'échantillon est prélevé manuellement si l'acheteur remplit les conditions du point 3.8 et s'il n'utilise pas un camion-citerne agréé selon les dispositions du point 3.2.

3° Dès le début du prélèvement, chaque flacon d'échantillon doit être muni d'un code qui assure son identification à tout moment et en toutes circonstances. Le modèle du code et les spécifications de son support sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

4° Un rapport de tournée est systématiquement complété par le chauffeur au cours de chaque tournée et par date d'échantillonnage. Le modèle de rapport et les spécifications de son support sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

4. Conditions d'octroi, de maintien et de retrait de la licence pour le prélèvement de l'échantillon :

1. Lorsqu'un chauffeur de camion-citerne commence l'activité de collecte, l'acheteur responsable du chauffeur introduit une demande de licence auprès de l'O.I. Si les conditions d'octroi sont respectées, l'O.I. octroie au chauffeur une licence provisoire. Avant l'échéance de la validité de sa licence provisoire, le chauffeur doit participer à une formation de base organisée par l'O.I., à l'issue de laquelle il reçoit une licence.

Les délais et le mode d'introduction de la demande de licence, les conditions d'octroi et la durée de validité de la licence provisoire, les modalités d'organisation de la formation de base et son contenu, sont fixés selon les modalités du point 1.4 et sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

2. Le maintien de la licence est conditionné :

- 1° à la participation du chauffeur, une fois par an, à une formation continuée assurée par l'O.I.,
- 2° au respect, par le chauffeur, des procédures concernant la collecte et l'échantillonnage du lait,
- 3° et à l'acceptation, par le chauffeur, des contrôles réalisés régulièrement par l'O.I. pour vérifier l'application des règles relatives à l'échantillonnage et à la collecte en général.

L'O.I. peut déterminer une liste de circonstances de force majeure qui permettent le maintien d'une licence même si une des conditions ci-dessus n'est pas respectée. Cette liste est disponible selon les modalités du point 1.5.

3. L'O.I. établit et maintient à jour une liste, par acheteur, des chauffeurs identifiés qui collectent dans la circonscription territoriale, et de la validité de leur licence.

4. La licence de chauffeur, en cours de validité :

- a. délivrée par un autre O.I. agréé en vertu de l'A.G.W.,
- b. ou délivrée en vertu de l'article 5, § 3 et § 4, du "*Besluit van de Vlaamse Regering van 7 september 2007 houdende de organisatie van de vaststelling van en de controle op de samenstelling van rauwe koemelk*" est reconnue comme équivalente à une licence délivrée par l'O.I., pour autant que le chauffeur respecte les conditions 3.6.2.2 et 3.6.2.3 lorsqu'il collecte dans la circonscription territoriale.

Le chauffeur muni d'une telle licence est repris dans la liste visée au point 3.6.3.

1. La licence de chauffeur est retirée automatiquement si sa date de validité est dépassée ou si des manquements aux conditions fixées au point 3.6.2. sont constatés.

1. Conditions de transport et de conservation des échantillons entre le départ de l'unité de production laitière et l'analyse par l'O.I. :

1° Pendant le transport entre l'unité de production laitière et l'acheteur, les échantillons doivent être conservés à une température se situant entre 0 et 4 °C, dans le coffre réservé à cet usage.

2° L'acheteur stocke et conserve les échantillons à analyser dans un frigo réservé à cet usage et dont l'accès est limité. L'acheteur maintient à jour une liste, par frigo, des personnes qui y ont accès et la communique à l'O.I. si celui-ci en fait la demande.

3° Le délai entre le prélèvement et le début de l'analyse doit être aussi court que possible et ne peut dépasser 84 heures pour toutes les analyses de composition du lait.

2. Conditions pour les "Petits Acheteurs" :

1° Un petit acheteur est un acheteur qui remplit les conditions fixées à l'article 6, § 1^{er}, de l'A.G.W.

2° La procédure propre à ces "Petits Acheteurs" concernant le prélèvement, la conservation et le transport des échantillons est disponible selon les modalités du point 1.5.

1. Modalités des analyses pour le contrôle de la composition du lait :

1° La composition du lait est déterminée selon les prescriptions de l'article 8, § 3, de l'A.G.W.

2° Les méthodes analytiques agréées selon l'article 8, § 4, de l'A.G.W., utilisées pour la détermination des critères de composition du lait, sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

2. Modalités d'interprétation des résultats :

1° Un résultat d'analyse est évalué à la lumière du déroulement de l'analyse proprement dite dans le laboratoire de l'O.I., ainsi que sur base de toute communication écrite du producteur, du chauffeur du camion de collecte ou du responsable de la collecte pour l'acheteur, qui met en doute la représentativité de l'échantillon de lait.

Si cette évaluation met en lumière une irrégularité du résultat d'analyse, celui-ci est annulé.

2° La représentativité de l'échantillon du lait livré est jugée sur base d'une procédure fixée par l'O.I., disponible selon les modalités du point 1.5.

3° Un résultat d'analyse devient effectif lorsqu'il ne peut être invalidé pour une des raisons ci-dessus.

4° A la fin de chaque mois, l'O.I. calcule le classement mensuel des livraisons pour chaque critère de composition du lait.

3. Modalités de communication des résultats :

1° L'O.I. communique mensuellement tous les résultats d'analyses et les classements mensuels à chaque producteur concerné et à son acheteur.

Il communique également, au producteur et à son acheteur, le nombre de points de pénalisation visés à l'annexe 2, C, 1, de l'A.G.W, applicables au paiement des livraisons du mois par l'acheteur. Enfin, il communique au producteur et à son acheteur, les livraisons dans l'échantillon desquelles un résidu d'antibiotique a été détecté.

2° Dès qu'un résultat effectif en point de congélation est obtenu, et que ce résultat ne satisfait pas aux normes prévues, il est mis à la disposition des producteurs et des acheteurs.

3° Les moyens techniques utilisés pour communiquer les informations visées aux points 6.1 et 6.2 sont disponibles selon les modalités du point 1.5.

4° L'O.I. communique au Service visé à l'article 1^{er}, 3^o, de l'A.G.W. tous les résultats et informations nécessaires au contrôle du paiement du lait chez les acheteurs. Cette communication est mensuelle mais le Service peut demander des communications supplémentaires.

4. Procédure pour le traitement des contestations des résultats :

1° Chaque acheteur ou producteur peut contester, auprès de l'O.I., les résultats des analyses qui le concernent et réalisées par l'O.I. Le dossier est traité dans le cadre de la procédure de recours établie par l'O.I., disponible selon les modalités du point 1.5.

2° Une plainte contre la décision prise dans le cadre de la procédure de recours visée au point 7.1. peut être introduite auprès du Service visé à l'article 1^{er}, 3^o, de l'A.G.W.

5. Sanctions en cas de non respect des modalités concernant la collecte :

L'acheteur ou le chauffeur de camion-citerne, qui ne respecte pas les règles relatives à la collecte et à l'échantillonnage du lait, ou ne les applique pas correctement, peut être sanctionné dans le cadre de la procédure établie par l'O.I., disponible selon les modalités du point 1.5.

6. Procédure pour le traitement des contestations des sanctions relatives au non-respect des modalités de la collecte :

1° Chaque acheteur ou chauffeur de camion-citerne peut contester, auprès de l'O.I., les sanctions qui lui ont été infligées pour non-respect des modalités de collecte. Le dossier est traité dans le cadre de la procédure de recours établie par l'O.I., disponible selon les modalités fixées au point 1.5.

2° Une plainte contre la décision prise dans le cadre de la procédure de recours visée au point 9.1. peut être introduite auprès du Service visé à l'article 1^{er}, 3°, de l'A.G.W.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 octobre 2010 portant agrément d'un organisme interprofessionnel pour le contrôle de la composition du lait et portant approbation du document normatif relatif au contrôle de la composition du lait de vache livré par les producteurs aux acheteurs agréés.

Namur, le 25 octobre 2010.

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 4132

[2010/206229]

25. OKTOBER 2010 — Ministerialerlass zur Zulassung einer interprofessionellen Einrichtung für die Kontrolle der Milchezusammensetzung und zur Genehmigung des normativen Dokuments bezüglich der Kontrolle der Zusammensetzung der von den Erzeugern an die zugelassenen Käufer gelieferten Kuhmilch

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Dezember 1990 und vom 5. Februar 1999 sowie durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001, und des Artikels 4, ersetzt durch das Gesetz vom 5. Februar 1999;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 16. September 2010,

Beschließt:

Artikel 1 - In Ausführung von Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen wird die Vereinigung ohne Erwerbzweck "Comité du Lait des Provinces de Liège, Namur, Luxembourg, du Brabant wallon et Hainaut" kurz "Comité du Lait ASBL" (Milchkomitee) mit Sitz in 4651 Battice (Herve), route de Herve 104 wird als interprofessionelle Einrichtung für die Kontrolle der Milchezusammensetzung zugelassen.

Art. 2 - Der in Anwendung von Artikel 11 2° desselben Erlasses der Wallonischen Regierung festgelegte territoriale Zuständigkeitsbereich, in dem die in Artikel 1 erwähnte interprofessionelle Einrichtung ihre Tätigkeiten ausübt, entspricht dem Gebiet der Wallonischen Region.

Art. 3 - Das von der in Artikel 1 erwähnten interprofessionellen Einrichtung in Ausführung von Artikel 11 4° desselben Erlasses der Wallonischen Regierung erstellte normative Dokument wird genehmigt und in der Anlage beigefügt.

Namur, den 25. Oktober 2010

B. LUTGEN

ANLAGE

Milchkomitee V.o.E.

Normatives Dokument bezüglich der Kontrolle der Zusammensetzung der von den Erzeugern an die zugelassenen Käufer gelieferten Kuhmilch

1. Allgemeines:

1° Dieses normative Dokument wird in Anwendung von Artikel 11 4° des E.W.R. (siehe 2.1) erstellt.

2° Dieses normative Dokument beschreibt die von den Käufern, den Erzeugern und der interprofessionellen Einrichtung anzuwendende Methode im Rahmen der Kontrolle der Zusammensetzung der von den Erzeugern an die zugelassenen Käufer innerhalb des in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses festgelegten territorialen Zuständigkeitsbereichs gelieferten Kuhmilch.

3° Die Bereiche, die nicht durch dieses normative Dokument abgedeckt sind, werden durch die Anwendung des E.W.R. geregelt.

4° Die Modalitäten für die praktische Umsetzung des vorliegenden normativen Dokuments werden von der interprofessionellen Einrichtung festgelegt, in Übereinstimmung einerseits mit den anderen interprofessionellen Einrichtungen, die in Belgien zugelassen wurden, sei es in Anwendung des E.W.R. oder einer mit diesem Erlass vergleichbaren Gesetzgebung, die in den anderen Regionen des Landes anwendbar ist, und andererseits mit den Berufsorganisationen, die die Käufer und die Erzeuger vertreten.

5° Die Modalitäten für die praktische Umsetzung des vorliegenden normativen Dokuments sind verfügbar auf den Internetseiten der interprofessionellen Einrichtung (www.comitedulait.be). Sie werden dem Milcherzeuger und dem Käufer auf deren Anfrage von der interprofessionellen Einrichtung übermittelt.

6° Die Modalitäten für die praktische Umsetzung des vorliegenden normativen Dokuments werden bei jeder Aktualisierung der in Artikel 1 3° des E.W.R. erwähnten Dienststelle mitgeteilt.

2. Begriffsbestimmungen:

1° Der E.W.R.: Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchzusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen.

2° Die in Artikel 1 des E.W.R. angeführten Begriffsbestimmungen sind auf das vorliegende Dokument anwendbar.

3° Die interprofessionelle Einrichtung: Das Milchkomitee V.o.E. als mit der Kontrolle der Zusammensetzung der von den Erzeugern an die zugelassenen Käufer gelieferten Milch beauftragte interprofessionelle Einrichtung.

4° Der territoriale Zuständigkeitsbereich: Der in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnte territoriale Zuständigkeitsbereich.

5° Der Tanklastwagen: Das für die Sammlung der Milch in dem territorialen Zuständigkeitsbereich verwendete Sammelfahrzeug.

6° Der Fahrer (des Tanklastwagens): Die Person, die für die Probenahme und somit auch für die Füllvorgänge bei der Sammlung verantwortliche Person.

7° Die monatliche Einstufung:

1. bei dem Fettgehalt und den Proteingehalt handelt es sich um den in Anlage 2, D, 3, e des E.W.R. angeführten Durchschnittsgehalt, der auf den Lieferungen eines Monats berechnet wird;

2. bei dem Gefrierpunkt handelt es sich um das in Anlage 2 C, 1, 2° des E.W.R. erwähnte Ergebnis;

bei den durch den Königlichen Erlass vom 21. Dezember 2006 über die Kontrolle der Qualität von Rohmilch und die Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen festgelegten Qualitätskriterien für die Kuhmilch handelt es sich um die in Anlage 2 C, 1 3° bis 5° des E.W.R. erwähnten Ergebnisse.

8° Der Test zur Bestimmung des Prozentsatzes der Restmilch: der Test, durch den bestimmt werden kann, ob die Probe, die durch das automatische System zur Probenahme des Tanklastwagens während dem Füllvorgang entnommen wurde, nicht durch Milch kontaminiert wurde, von der bei den vorherigen Füllvorgängen Proben entnommen worden sind.

3. Modalitäten für die Sammlung:

1. Allgemeines:

1° Jeder Tanklastwagen muss von der interprofessionellen Einrichtung zugelassen werden, es sei denn dieser Lastwagen erfüllt die Bedingungen von Punkt 3.2.4. oder der Käufer erfüllt die Bedingungen von Punkt 3.8.

2° Gemäß Artikel 7 § 3 des E.W.R. dürfen die Probenahme und somit auch die Sammlung der Milch nur durch den Fahrer eines Tanklastwagens durchgeführt werden, der eine von der interprofessionellen Einrichtung ausgestellte Lizenz für die Probenahme besitzt (siehe 3.6.), es sei denn dieser Fahrer besitzt eine Lizenz, die die Bedingungen von Punkt 3.6.4. erfüllt oder der Käufer erfüllt die Bedingungen von Punkt 3.8.

2. Bedingungen für die Gewährung, die Erhaltung und den Entzug der Zulassung eines Sammelfahrzeugs:

1° Der Tanklastwagen wird zugelassen, wenn er über die den Anforderungen entsprechenden Ausrüstungsgegenstände verfügt, die betriebsbereit sind und die die Eigenschaften der Milch, die geladen wird und von der Proben genommen werden, nicht verändert:

1. System zur automatischen Registrierung der Identifizierungsangaben der geladenen Milchmengen;

2. Vorrichtung für die automatische Entnahme einer Probe der geladenen Milch, die nach einem zugelassenen Probesystem arbeitet;

3. Probebehälter;

4. Sammelausrüstung.

Ergänzende Angaben zu diesen Ausrüstungsgegenständen und ihrer Betriebsbereitschaft können nach den in Punkt 1.4. angeführten Modalitäten bestimmt werden. In diesem Fall sind sie nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

Die für die Zulassung des Probesystems, nach dem die in Punkt 3.2.1.2. angeführte Vorrichtung arbeitet, zu erfüllenden Bedingungen sind nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

2° Kontrollen im Rahmen der Zulassung eines Tanklastwagens:

1. Bevor sie die Zulassung erteilt, überprüft die interprofessionelle Einrichtung die einwandfreie Arbeitsweise der in Punkt 3.2.1.2. erwähnten Vorrichtung auf der Grundlage des Tests zur Bestimmung des Prozentsatzes der Restmilch. Sie prüft zudem die einwandfreie Arbeitsweise der sonstigen in Punkt 3.2.1. erwähnten Vorrichtungen des Tanklastwagens.

In einem nach den in Punkt 1.4. angeführten Modalitäten und nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbaren Kontrollverfahren für eine neue Zulassung wird das Verfahren beschrieben, um:

a) all diese Kontrollen durchzuführen;

b) die Ergebnisse zu interpretieren und

c) die Maßnahmen, die durchzuführen sind, um zu erreichen, dass der Tanklastwagen die entsprechenden Bedingungen erfüllt, bevor er erneut denselben Kontrollen unterworfen wird.

2. Damit die Zulassung erhalten bleibt, kontrolliert die interprofessionelle Einrichtung mindestens einmal jährlich jeden zugelassenen Tanklastwagen.

In einem nach den in Punkt 1.4. angeführten Modalitäten und nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbaren Kontrollverfahren für eine Erhaltung der Zulassung wird das Verfahren beschrieben, um:

a) die in Punkt 3.2.1. angeführten Kontrollen der Vorrichtungen durchzuführen;

b) die Ergebnisse zu interpretieren;

c) die Maßnahmen anzugeben, die zu treffen sind, um zu erreichen, dass der Tanklastwagen die entsprechenden Bedingungen erfüllt, bevor er erneut denselben Kontrollen unterworfen wird und

d) die Fristen anzugeben, in denen diese Maßnahmen, die zu treffen sind, wobei jede Überschreitung dieser Fristen zu dem Entzug der Zulassung des Tanklastwagens führt.

3° Die interprofessionelle Einrichtung erstellt und aktualisiert pro Käufer eine Liste der Tanklastwagen, die in dem territorialen Zuständigkeitsbereich Milch laden, die technischen Eigenschaften der Vorrichtungen zur Probenahme und die Gültigkeit der Zulassung.

4° Der Tanklastwagen:

a. der über eine gültige Zulassung verfügt, die von einer anderen interprofessionellen Einrichtung oder kraft des E.W.R. ausgestellt worden ist,

b. oder der über ein System zur Probenahme verfügt, für das eine noch gültige Zulassung ausgestellt worden ist gemäß Artikel § 1 und § 2, des "Besluit van de Vlaamse Regering van 7 september 2007 houdende de organisatie van de vaststelling van en de controle op de samenstelling van rauwe koemelk" gilt als einem von der interprofessionellen Einrichtung zugelassenen Tanklastwagen gleichwertig, falls:

a. sich in dem Tanklastwagen ein Dokument befindet, das mit dem in Punkt 3.2.6. angeführten Dokument vergleichbar ist, und

b. bei einer unangekündigten Kontrolle nach den Modalitäten, die mit denen für die in Punkt 3.2.2.2 angeführte Kontrolle vergleichbar sind, keine schwerwiegenden Verstöße gegen die in Punkt 3.2.1. angeführten Zulassungsbedingungen festgestellt werden.

Dieser Tanklastwagen wird in die in Punkt 3.2.3. angeführte Liste aufgenommen.

1. Die Gewährung der Zulassung ist abhängig von dem Ergebnis der in Punkt 3.2.2.1. angeführten Kontrolle. Die Erhaltung oder der Entzug der Zulassung ist abhängig von dem Ergebnis der in Punkt 3.2.2.2. angeführten Kontrolle.

2. Die Zulassung wird durch ein Dokument bescheinigt, das die interprofessionelle Einrichtung dem Käufer ausstellt.

Dieses Dokument muss sich jederzeit in dem Tanklastwagen befinden und muss jede durchgeführte Kontrolle angeben:

1. Von den Käufern an die interprofessionelle Einrichtung zu übermittelnden Informationen und Dokumente über die Organisation der Sammlung und der Identifizierung der Erzeuger:

1° Der Käufer übermittelt der interprofessionellen Einrichtung jeden Wechsel betreffend die Erzeuger, die ihn mit Milch beliefern, und zwar so oft, wie dies von der interprofessionellen Einrichtung nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten vorgesehen wird.

2° Der Käufer übermittelt der interprofessionellen Einrichtung jeden Wechsel betreffend die Sammlung (Fahrplan, Tanklastwagen, Fahrer, Datum der Sammlung), und zwar so oft, wie dies von der interprofessionellen Einrichtung nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten vorgesehen wird.

3° Ergänzende Informationen bezüglich der Organisation der Sammlung werden von dem Käufer jeweils auf Anfrage der interprofessionellen Einrichtung übermittelt.

2. Vorschriften für die Registrierung der Identifizierungsangaben der geladenen Milchmengen:

1° Bei jedem Ladevorgang im Rahmen der Sammlung der Milch in der Milchproduktionseinheit werden die in Artikel 7 § 1 des E.W.R. angeführten Identifizierungsangaben der geladenen Milchmengen automatisch anhand der an dem Sammelfahrzeug angebrachten in Artikel 3.2.1.1. angeführten automatischen Registriervorrichtung registriert.

2° Falls die automatische Registriervorrichtung ausfällt oder der Käufer die in Punkt 3.8. erwähnten Bedingungen erfüllt, werden die Angaben manuell durch den Fahrer des Tanklastwagens registriert.

3. Vorschriften für die Entnahme und die Identifizierung der Probe bei jedem Ladevorgang einer Lieferung:

1° Die durch Artikel 7, § 2, des E.W.R. vorgeschriebene Probe wird automatisch anhand der in Punkt 3.2.1.2. erwähnten Vorrichtung in ein von der interprofessionellen Einrichtung zugelassenes Fläschchen abgefüllt. Am Ende jeder Probenahme geht die Probe in den Besitz der interprofessionellen Einrichtung über.

2° Die Probe wird nur dann manuell entnommen, wenn die in Punkt 3.2.1.2. erwähnte Vorrichtung zeitweilig außer Betrieb ist, oder falls eine unzureichende Menge zu ladender Milch (weniger als 150 Liter) eine repräsentative automatische Probenahme der geladenen Milchmenge nicht zulässt.

Die Probe wird manuell entnommen, falls der Käufer die in Punkt 3.8. erwähnten Bedingungen erfüllt und er nicht einen Tanklastwagen benutzt, der nach den Bestimmungen von Punkt 3.2. zugelassen worden ist.

3° Sobald die Probenahme beginnt, wird das Probefläschchen mit einem Code versehen, der seine Identifizierung zu jeder Zeit und unter allen Umständen ermöglicht. Das Muster für diesen Code und die Vorschriften für dessen Träger sind nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

4° Während jeder Sammelfahrt und für jedes Datum der Probenahme füllt der Fahrer systematisch einen Bericht aus. Das Muster für diesen Bericht und die Vorschriften für dessen Träger sind nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

4. Bedingungen für die Gewährung, die Erhaltung und den Entzug der Lizenz für die Probenahme:

1. Falls ein Fahrer eines Tanklastwagens mit der Sammeltätigkeit beginnt, reicht der für diesen Fahrer verantwortliche Käufer einen Lizenzantrag bei der interprofessionellen Einrichtung ein. Falls die Bedingungen für die Gewährung einer Lizenz erfüllt sind, stellt die interprofessionelle Einrichtung dem Fahrer eine vorläufige Lizenz aus. Vor Ablauf der Gültigkeitsdauer seiner vorläufigen Lizenz muss der Fahrer an einer von der interprofessionellen Einrichtung organisierten Grundausbildung teilnehmen. Nach dieser Ausbildung erhält er seine Lizenz.

Die Fristen und die Methode für das Einreichen des Lizenzantrags, die Bedingungen für die Gewährung und die Dauer der Gültigkeit der vorläufig ausgestellten Lizenz, die Modalitäten für die Durchführung der Grundausbildung und deren Inhalt werden nach den in Punkt 1.4. angeführten Modalitäten bestimmt und sind nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

2. Die Erhaltung der Lizenz ist gebunden an:

1° der Teilnahme des Fahrers einmal pro Jahr an einer von der interprofessionellen Einrichtung organisierten Fortbildung,

2° der Beachtung der Verfahren für die Sammlung und die Probenahme der Milch durch den Fahrer,

3° der Akzeptanz durch den Fahrer der regelmäßig von der interprofessionellen Einrichtung durchgeführten Kontrollen, durch die geprüft wird, ob die Vorschriften für die Probenahme und allgemein für die Milchsammlung eingehalten werden.

Die interprofessionelle Einrichtung kann eine Liste mit Fällen höherer Gewalt erstellen, die die Erhaltung der Lizenz ermöglichen, selbst wenn eine der vorerwähnten Bedingungen nicht erfüllt wird. Diese Liste ist nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

3. Die interprofessionelle Einrichtung erstellt und aktualisiert pro Käufer eine Liste der identifizierten Fahrer, die in dem territorialen Zuständigkeitsbereich Milch laden, mit dem Datum der Gültigkeit der Zulassung.

4. Die Lizenz des Fahrers, die gültig ist und die:

a. von einer anderen kraft des E.W.R. zugelassenen interprofessionellen Einrichtung ausgestellt worden ist,

b. oder die ausgestellt worden ist gemäß Artikel 5, § 3 und § 4, des *"Besluit van de Vlaamse Regering van 7 september 2007 houdende de organisatie van de vaststelling van en de controle op de samenstelling van rauwe koemelk"* gilt als einer von der interprofessionellen Einrichtung zugelassenen Lizenz gleichwertig, unter der Bedingung, dass der Fahrer die Bedingungen von Punkt 3.6.2.2. und Punkt 3.6.2.3. erfüllt, wenn er in dem territorialen Zuständigkeitsbereich Milch sammelt.

Der Fahrer, der im Besitz einer solchen Lizenz ist, wird in die in Punkt 3.6.3. erwähnte Liste eingetragen.

1. Die Lizenz des Fahrers wird automatisch entzogen, falls das Datum ihrer Gültigkeit abgelaufen ist, oder falls Verstöße gegen die in in Punkt 3.6.2. angeführten Bedingungen festgestellt werden.

1. Bedingungen für den Transport und die Aufbewahrung der Proben zwischen dem Verlassen der Milchproduktionsseinheit und der Analyse durch die zuständige zugelassene interprofessionelle Einrichtung:

1° Während dem Transport zwischen der Milchproduktionsseinheit und dem Käufer müssen die Proben bei einer Temperatur zwischen 0 und 4°C in dem dafür vorgesehenen Behälter aufbewahrt werden.

2° Der Käufer lagert und konserviert die zu analysierenden Proben in einem zu diesem Zweck vorbehaltenen Kühlschrank, der nicht frei zugänglich ist. Der Käufer führt pro Kühlschrank eine Liste der Personen, denen dieser zugänglich ist. Er übermittelt der interprofessionellen Einrichtung diese Liste auf Anfrage.

3° Die Frist zwischen der Probenahme und dem Beginn der Analyse muss so kurz wie möglich sein und darf für alle Analysen der Milchezusammensetzung auf keinen Fall 84 Stunden überschreiten.

2. Bedingungen für die sogenannten "kleinen Käufer":

1° Ein kleiner Käufer ist ein Käufer, der die in Artikel 6 § 1 des E.W.R. festgelegten Bedingungen erfüllt.

2° Das diesen "kleinen Käufern" vorbehaltene Verfahren für die Probenahme, die Aufbewahrung und den Transport der Proben ist nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

1. Modalitäten der Analyse für die Kontrolle der Milchezusammensetzung:

1° Die Zusammensetzung der Milch wird nach den Vorschriften von Artikel 8 § 3 des E.W.R. bestimmt.

2° Die nach Artikel 8 § 4 des E.W.R. anerkannten Analysemethoden, die für die Bestimmung der Kriterien der Milchezusammensetzung angewandt werden, sind nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

2. Modalitäten für die Auslegung der Ergebnisse:

1° Das Ergebnis einer Analyse wird beurteilt unter Berücksichtigung des Ablaufs der eigentlichen Analyse in dem Labor der interprofessionellen Einrichtung sowie auf der Grundlage jeglicher schriftlichen Mitteilung des Erzeugers, des Fahrers des Tanklastwagens oder des Verantwortlichen der Sammlung für den Käufer, durch die die Repräsentativität der Milchprobe angezweifelt wird.

Wird bei dieser Beurteilung eine Unregelmäßigkeit des Analyseergebnisses festgestellt, so wird dieses annulliert.

2° Die Repräsentativität der Probe der gelieferten Milch wird auf der Grundlage eines von der interprofessionellen Einrichtung festgelegten Verfahrens beurteilt, das nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar ist.

3° Ein Analyseergebnis wird wirksam, wenn es aus nicht möglich ist, es aus einem der vorerwähnten Gründe für ungültig zu erklären.

4° Am Ende jedes Monats berechnet die interprofessionelle Einrichtung die monatliche Einstufung der Lieferungen für jedes Kriterium der Milchezusammensetzung.

3. Modalitäten für die Mitteilung der Ergebnisse:

1° Die interprofessionelle Einrichtung übermittelt jedem betroffenen Erzeuger und seinem Käufer jeden Monat die Ergebnisse der Analysen und die monatliche Einstufung.

Sie übermittelt dem Erzeuger und seinem Käufer ebenfalls die in Anlage 2 C, 1 des E.W.R. erwähnten Strafpunkte, die auf die Lieferungen des Monats durch den Käufer anwendbar sind. Schließlich übermittelt sie dem Erzeuger und seinem Käufer die Angaben über die Lieferungen, in deren Probe ein Rückstand an Antibiotika gefunden wurde.

2° Sobald ein effektives Ergebnis beim Gefrierpunkt erzielt wird und dieses Ergebnis nicht den vorgesehenen Normen entspricht, wird es den Erzeugern und den Käufern zur Verfügung gestellt.

3° Die technischen Mittel, die angewandt werden, um die in den Punkten 6.1 und 6.2 erwähnten Informationen zu übermitteln, sind nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

4° Die interprofessionelle Einrichtung übermittelt der in Artikel 1 3° des E.W.R. angeführten Dienststelle alle Ergebnisse und alle Informationen, die für die Kontrolle der Zahlung der Milch bei den Käufern erforderlich sind. Diese Mitteilung erfolgt monatlich, wobei die Dienststelle jedoch die Mitteilung weiterer Informationen anfordern kann.

4. Verfahren für die Behandlung von Beanstandungen der Ergebnisse:

1° Jeder Käufer oder Erzeuger kann das Ergebnis der Analysen, die ihn jeweils betreffen und die von der interprofessionellen Einrichtung durchgeführt worden sind, bei dieser Einrichtung beanstanden. Die im Rahmen des von der interprofessionellen Einrichtung festgelegten Beschwerdeverfahrens bearbeitete Akte ist nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

2° Eine Beschwerde gegen einen im Rahmen des in Punkt 7.1. angeführten Beschwerdeverfahrens gefassten Beschluss kann bei der in Artikel 1 3° des E.W.R. angeführten Dienststelle eingereicht werden.

5. Strafen bei der Missachtung der Sammelmodalitäten:

Der Käufer oder der Fahrer des Tanklastwagens, der gegen die für die Sammlung und die Probenahme der Milch festgelegten Bestimmungen verstößt oder diese nicht ordnungsgemäß angewendet, kann im Rahmen eines von der interprofessionellen Einrichtung festgelegten Verfahrens, das nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar ist, bestraft werden.

6. Verfahren für die Beanstandungen der Strafen bei der Missachtung der Sammelmodalitäten:

1° Jeder Käufer oder der Fahrer des Tanklastwagens hat die Möglichkeit, bei der interprofessionellen Einrichtung der Strafen, die im wegen Missachtung der Sammelmodalitäten auferlegt worden sind, zu beanstanden. Die Akte wird im Rahmen des von der interprofessionellen Einrichtung festgelegten Beschwerdeverfahrens bearbeitet und ist nach den in Punkt 1.5. angeführten Modalitäten verfügbar.

2° Eine Beschwerde gegen einen im Rahmen des in Punkt 9.1. angeführten Beschwerdeverfahrens gefassten Beschluss kann bei der in Artikel 1 3° des E.W.R. angeführten Dienststelle eingereicht werden.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 25. Oktober 2010 zur Zulassung einer interprofessionellen Einrichtung für die Kontrolle der Milchezusammensetzung und zur Genehmigung des normativen Dokuments bezüglich der Kontrolle der Zusammensetzung der von den Erzeugern an die zugelassenen Käufer gelieferten Kuhmilch beigelegt zu werden.

Namur, den 25. Oktober 2010

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft,
ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 4132

[2010/206229]

25 OKTOBER 2010. — Ministerieel besluit houdende erkenning van een interprofessionele instelling voor de controle op de samenstelling van melk en houdende goedkeuring van het normatieve document betreffende de controle op de samenstelling van koemelk die door de producenten aan de erkende kopers geleverd wordt

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001, en artikel 4, vervangen bij de wet van 5 februari 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 16 september 2010,

Besluit :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen wordt de VZW "Comité du Lait des Provinces de Liège, Namur, Luxembourg, du Brabant wallon et Hainaut", afgekort "Comité du Lait ASBL", gelegen route de Herve 104, te 4651 Battice (Herve), erkend als interprofessioneel organisme voor de controle op de samenstelling van melk.

Art. 2. Het overeenkomstig artikel 11, 2°, van hetzelfde besluit van de Waalse Regering bepaalde territoriaal district waarop het in artikel 1 bedoelde interprofessionele organisme zijn activiteiten uitoefent, is het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 3. Het normatieve document opgemaakt door het in artikel 1 bedoelde interprofessionele organisme overeenkomstig artikel 11, 4°, wordt goedgekeurd en in bijlage opgenomen.

Namen, 25 oktober 2010.

B. LUTGEN

BIJLAGE

"Comité du Lait ASBL"

Normatief document betreffende de controle op de samenstelling van koemelk die door de producenten aan de erkende kopers geleverd wordt

1. Algemeen :

1° Dat normatieve document wordt in toepassing van artikel 11, 4°, van het besluit van de Waalse Regering opgemaakt. (zie 2.1).

2° Dat normatieve document beschrijft de methode die de kopers, de producenten en het interprofessionele organisme (zie 2.3) moeten volgen voor de controle op de samenstelling van koemelk die door de producenten aan de erkende kopers in het in artikel 2 van dit besluit bedoelde territoriale district geleverd wordt.

3° Alles wat niet in het normatieve document voorzien is, wordt door de toepassing van het besluit van de Waalse Regering geregeld.

4° De modaliteiten betreffende de praktische uitvoering van dit normatieve document worden door het interprofessionele organisme bepaald in overeenstemming met, enerzijds, de andere interprofessionele organismen die in België erkend worden overeenkomstig ofwel het besluit van de Waalse Regering, ofwel een met dat besluit gelijkwaardige wetgeving die in de andere Gewesten van België van toepassing is, en, anderzijds, met de representatieve beroepsorganisaties van de kopers en producenten.

5° De modaliteiten betreffende de praktische uitvoering van dit normatieve document liggen ter inzage op de website (www.comitedulait.be) van het interprofessionele organisme. Ze worden door het interprofessionele organisme aan de melkproducent en aan de koper op hun gewoon verzoek medegedeeld.

6° De modaliteiten betreffende de praktische uitvoering van dit normatieve document worden bij elke bijwerking medegedeeld aan de in artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering bedoelde dienst.

2. Begripsomschrijvingen :

1° Het besluit van de Waalse Regering : het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen.

2° De begripsomschrijvingen van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering zijn van toepassing op dit document.

3° Het interprofessionele organisme : het "Comité du Lait ASBL", interprofessioneel organisme belast met de controle op de samenstelling van koemelk die door de producenten aan de erkende kopers geleverd wordt.

4° Het territoriale district : het territoriale district bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

5° De tankwagen : het ophalingsvoertuig gebruikt voor de ophaling van melk in het territoriale district.

6° De chauffeur (van de tankwagens) : de persoon die verantwoordelijk is voor het nemen van het monster en, bij uitbreiding, voor de ladingverrichtingen tijdens de ophaling.

7° De maandelijks indeling :

1. voor het vetgehalte en het eiwitgehalte gaat het om het gemiddelde gehalte bedoeld in bijlage 2, D, 3, e, van het besluit van de Waalse Regering en berekend over de leveringen van één maand;

2. voor het vriespunt gaat het om het resultaat bedoeld in bijlage 2, C, 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering;

3. voor de criteria betreffende de kwaliteit van koemelk bepaald in het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de controle van de kwaliteit van de rauwe melk en de erkenning van de interprofessionele organismen gaat het om de resultaten bedoeld in bijlage 2, C, 1, 3° tot 5°, van het besluit van de Waalse Regering.

8° De test voor de bepaling van het percentage van de residuele melk : de test waarmee kan worden bepaald of het monster genomen met het automatische monsternemingsapparaat van de tankwagen tijdens een ladingverrichting niet besmet is door melk die tijdens de vorige ladingverrichting bemonsterd is.

3. Ophalingsmodaliteiten :

1. Algemeen :

1° Elke tankwagen moet erkend worden door het interprofessionele organisme tenzij hij de voorwaarden van punt 3.2.4. vervult of tenzij de koper de voorwaarden van punt 3.8. vervult.

2° Krachtens artikel 7, § 3, van het besluit van de Waalse Regering, mogen het nemen van het monster en, bij uitbreiding, de ophaling van melk alleen uitgevoerd worden door één tankwagenschauffeur die houder is van een door het interprofessionele organisme verleende vergunning voor het nemen van het monster (zie 3.6) tenzij de chauffeur over een vergunning die aan de in punt 3.6.4 bedoelde voorwaarden voldoet, beschikt of tenzij de koper de voorwaarden van punt 3.8 vervult.

2. Voorwaarden voor de toekenning, de handhaving en intrekking van de erkenning van een tankwagen :

1° De tankwagen wordt erkend indien hij over de volgende conforme uitrustingen beschikt, die goed werken en waarvan het gebruik de kenmerken van de geladen en bemonsterde melk niet kan wijzigen :

1. automatisch registratiesysteem voor de identificatiegegevens van de geladen melkhoeveelheden;

2. apparatuur voor het automatische nemen van een monster van de geladen melk, die volgens een goedgekeurd monsternemingsysteem functioneert;

3. monsterkist;

4. ophalingsuitrusting.

Bijkomende toelichtingen over die uitrustingen en over hun werking kunnen worden gevraagd volgens de modaliteiten van punt 1.4. In dit geval zijn ze beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

De voorwaarden die vervuld moeten worden voor de goedkeuring van het monsternemingsysteem volgens welk de in punt 3.2.1.2 bedoelde apparatuur werkt, zijn beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

2° Controles in het kader van de erkenning van een tankwagen :

1. Alvorens de erkenning toe te kennen, controleert het interprofessionele organisme de goede werking van de apparatuur bedoeld in punt 3.2.1.2 op grond van de test voor de bepaling van het percentage van de residuele melk. Het controleert ook de goede werking van de andere uitrustingen van de tankwagen die bedoeld zijn in punt 3.2.1.

Een controleprocedure voor een nieuwe erkenning die volgens de modaliteiten van punt 1.4. bepaald wordt en die beschikbaar is volgens de modaliteiten van punt 1.5 beschrijft wat moet worden gedaan om :

a) al die controles uit te voeren;

b) hun resultaten uit te leggen en;

c) de te ondernemen overeenstemmingsacties aan te wijzen alvorens de tankwagen aan dezelfde controles opnieuw te onderwerpen.

2. Voor de handhaving van de erkenning controleert het interprofessionele organisme de erkende tankwagen minstens één keer per jaar.

Een controleprocedure voor de handhaving van de erkenning die volgens de modaliteiten van punt 1.4. bepaald wordt en die beschikbaar is volgens de modaliteiten van punt 1.5 beschrijft wat moet worden gedaan om :

a) de controles van de uitrustingen bedoeld in punt 3.2.1. uit te voeren;

b) hun resultaten uit te leggen;

c) de te ondernemen overeenstemmingsacties aan te wijzen alvorens de tankwagen aan dezelfde controles opnieuw te onderwerpen;

d) de termijnen waarin deze acties ondernomen moeten worden, te bepalen, waarbij elke overschrijding van die termijnen aanleiding geeft tot de intrekking van de vergunning van de tankwagen.

3° Het interprofessionele organisme zorgt voor de opmaking en de bijwerking van een lijst, per koper, van de tankwagens die in het territoriale district ophalen, van de kenmerken van hun monsternemingsapparatuur en van de geldigheid van hun vergunning.

4° De tankwag en :

- a. die over een geldige erkenning beschikt, die verleend is door een ander interprofessioneel organisme dat erkend is krachtens het besluit van de Waalse Regering,
- b. of die uitgerust is met een monsternemingsapparaat die beschikt over een geldige erkenning verleend krachtens artikel 5, § 1, en § 2, van het *besluit van de Vlaamse Regering van 7 september 2007 houdende de organisatie van de vaststelling van en de controle op de samenstelling van rauwe koemelk*, wordt erkend als gelijkwaardig met een tankwagen die door het interprofessioneel organisme erkend is, voor zover :
 - a. een document gelijkwaardig met het document bedoeld in punt 3.2.6 in de tankwag en aanwezig is en
 - b. een onverwachte controle, uitgevoerd overeenkomstig modaliteiten gelijkwaardig aan de in punt 3.2.2.2 bedoelde controle niet wijst op ernstige tekortkomingen inzake de erkenningsvoorwaarden bedoeld in punt 3.2.1.

Die tankwag en wordt opgenomen in de in punt 3.2.3. bedoelde lijst.

1. De toekenning van de erkenning hangt af van het resultaat van de in punt 3.2.2.1. bedoelde controle. De handhaving of de intrekking van de erkenning hangt af van het resultaat van de in punt 3.2.2.2 bedoelde controle.

2. De erkenning wordt bevestigd door een document dat door het interprofessionele organisme aan de koper afgegeven wordt. Dat document moet op elk ogenblik aanwezig zijn in de tankwag en om elke uitgevoerde controle te kunnen vaststellen.

1. Gegevens en documenten die de kopers moeten overmaken aan het interprofessionele organisme wat betreft de organisatie van de ophaling en de identificatie van de producenten :

1° De koper stelt het interprofessionele organisme in kennis van elke verandering betreffende die de producenten die hem melk leveren, met een frequentie bepaald door het interprofessionele organisme; die frequentie is beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

2° De koper stelt het interprofessionele organisme in kennis van elke verandering betreffende de ophaling (ophaalrondes, tankwag en, chauffeurs en ophalingsdatum), met een frequentie bepaald door het interprofessionele organisme; die frequentie is beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

3° Bijkomende informatie betreffende de organisatie van de ophaling wordt op elk verzoek van het interprofessionele organisme door de koper medegedeeld.

2. Voorschriften om de identificatiegegevens van de geladen melkhoeveelheden op te nemen :

1° Tijdens de ophaling en bij elke verrichting voor de lading van melk in de melkproductie-eenheid worden de identificatiegegevens van de geladen melkhoeveelheid, bedoeld in artikel 7, § 1, van het besluit van de Waalse Regering, automatisch opgenomen aan de hand van het automatische registratiesysteem dat op de tankwag en geïnstalleerd is en dat bedoeld is in artikel 3.2.1.1.

2° Bij defect van het automatische registratiesysteem of indien de koper de in punt 3.8 bedoelde voorwaarden vervult, worden de gegevens manueel door de tankwagenchauffeur opgenomen.

3. Voorschriften voor het nemen en de identificatie van het monster bij elke ladingverrichting van een levering :

1° Het in artikel 7, § 2, van het besluit van de Waalse Regering bedoelde monster wordt in een door het interprofessionele organisme erkend flesje automatisch genomen aan de hand van de in punt 3.2.1.2. bedoelde apparatuur. Aan het einde van elke monsterneming wordt het monster eigendom van het interprofessionele organisme.

2° Het monster wordt alleen manueel genomen indien de in punt 3.2.1.2 bedoelde apparatuur tijdelijk defectueus is of indien een te laden onvoldoende melkhoeveelheid (kleiner dan 150 liter) een automatische representatieve monsterneming van de geladen melkhoeveelheid onmogelijk maakt.

Het monster wordt manueel genomen indien de koper de in punt 3.8 bedoelde voorwaarden vervult en indien hij geen tankwag en erkend volgens de bepalingen van punt 3.2 gebruikt.

3° Vanaf het begin van de monsterneming moet elk monsterflesje voorzien zijn van een code om zijn identificatie op elk ogenblik en in alle omstandigheden te garanderen. Het codemodel en de specificaties van zijn drager zijn beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

4° Een verslag over de ophaalronde wordt systematisch bij elke ronde en per monsternemingsdatum door de chauffeur ingevuld. Het verslagmodel en de specificaties van zijn drager zijn beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

4. Voorwaarden voor de toekenning, de handhaving en intrekking van de vergunning voor het nemen van het monster :

1. Wanneer een tankwagenchauffeur de ophaling begint, dient de voor de chauffeur verantwoordelijke koper een vergunningsaanvraag bij het interprofessionele organisme in. Indien de toekenningsvoorwaarden nageleefd worden, kent het interprofessionele organisme een voorlopige vergunning aan de chauffeur toe. Voor de vervaldatum van de geldigheid van zijn voorlopige vergunning moet de chauffeur deelnemen aan een door het interprofessionele organisme georganiseerde basisvorming, aan het einde waarvan hij een vergunning krijgt.

De termijnen en de wijze van indiening van de vergunningsaanvraag, de toekenningsvoorwaarden en de geldigheidsduur van de voorlopige vergunning, de modaliteiten inzake de organisatie van de basisvorming en de inhoud ervan worden bepaald volgens de modaliteiten van punt 1.4 en zijn beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

2. De handhaving van de vergunning is onderworpen aan :

1° de deelneming (één keer per jaar) van de chauffeur aan een continue vorming gegeven door het interprofessionele organisme,

2° de naleving door de chauffeur van de procedures betreffende de ophaling en de monsterneming van melk,

3° en aan de aanvaarding door de chauffeur van de controles die regelmatig door het interprofessionele organisme georganiseerd worden om de toepassing van de regels betreffende de monsterneming en de ophaling in het algemeen te verifiëren.

Het interprofessionele organisme kan een lijst van omstandigheden van overmacht bepalen voor de handhaving van een vergunning zelfs indien één van de hierbovenvermelde voorwaarden niet nageleefd wordt. Die lijst is beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

3. Het interprofessionele organisme zorgt voor de opmaking en de bijwerking van een lijst, per koper, van de geïdentificeerde chauffeurs die in het territoriale district ophalen; die lijst vermeldt de geldigheid van hun vergunning.

4. De geldige chauffeurvergunning :

- a. die toegekend is door een ander interprofessioneel organisme erkend krachtens het besluit van de Waalse Regering,
- b. of die toegekend is krachtens artikel 5, § 3 en § 4 van het *besluit van de Vlaamse Regering van 7 september 2007 houdende de organisatie van de vaststelling van en de controle op de samenstelling van rauwe koemelk*, wordt erkend als gelijkwaardig met een vergunning toegekend door het interprofessionele organisme voor zover de chauffeur de voorwaarden bedoeld in punt 3.6.2.2 en 3.6.2.3 naleeft, wanneer hij in het territoriale district ophaalt.

De chauffeur die houder is van een dergelijke vergunning, wordt opgenomen in de lijst bedoeld in punt 3.6.3.

1. De chauffeurvergunning wordt automatisch ingetrokken indien de geldigheidsdatum ervan overschreden is of indien tekortkomingen inzake de voorwaarden bepaald in punt 3.6.2. vastgesteld worden.

1. Voorwaarden m.b.t. het vervoer en het behoud van de monsters tussen het vertrek van de melkproductie-eenheid en de analyse door het interprofessionele organisme :

1° Tijdens het vervoer tussen de melkproductie-eenheid en de koper moeten de monsters bewaard worden bij een temperatuur inbegrepen tussen 0 en 4 °C in de daartoe bestemde kist.

2° De te analyseren monsters worden door de koper opgeslagen en bewaard in een daartoe bestemde koelkast waarvan de toegang beperkt is. Een lijst, per koelkast, van de personen die ertoe toegang hebben worden door de koper bijgewerkt. Hij deelt deze lijst aan het interprofessionele organisme mede, indien laatstgenoemde erom verzoekt.

3° De termijn tussen de monsterneming en het begin van de analyse moet zo kort mogelijk zijn en mag niet langer zijn dan 84 uur voor alle analyses van de samenstelling van melk.

2. Voorwaarden voor de "kleine kopers" :

1° Een kleine koper is een koper die de voorwaarden bepaald in artikel 6, § 1, van het besluit van de Waalse Regering vervult.

2° De procedure die eigen is aan die "kleine kopers" en die de ophaling, de bewaring en het vervoer van de monsters betreft, is beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

1. Modaliteiten van de analyses voor de controle van de samenstelling van melk :

1° De samenstelling van melk wordt bepaald volgens de voorschriften van artikel 8, § 3, van het besluit van de Waalse Regering.

2° De analytische methodes die volgens artikel 8, § 4, van het besluit van de Waalse Regering erkend zijn en die gebruikt worden voor de bepaling van de criteria van de samenstelling van melk, zijn beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

2. Modaliteiten betreffende de interpretatie van de resultaten :

1° Een analyseresultaat wordt geëvalueerd in het licht van het verloop van de zogenaamde analyse in het laboratorium van het interprofessionele organisme alsmede op grond van elke schriftelijke mededeling van de producent, de chauffeur van de ophaalwagen of de verantwoordelijke voor de ophaling in opdracht van de koper die de representativiteit van het melkmonster betwijfelt.

Indien die evaluatie een onregelmatigheid van het analyseresultaat aan het licht brengt, wordt dat resultaat nietig verklaard.

2° De representativiteit van het monster van de geleverde melk wordt beoordeeld op grond van een procedure die door het interprofessionele organisme bepaald wordt en die beschikbaar is volgens de modaliteit van punt 1.5.

3° Een analyseresultaat wordt effectief wanneer het om één van de hierbovenvermelde redenen niet nietig verklaard kan worden.

4° Aan het einde van elke maand berekent het interprofessionele organisme de maandelijkse indeling van de leveringen voor elk criterium betreffende de samenstelling van melk.

3. Modaliteiten betreffende de mededeling van de resultaten :

1° Het interprofessionele organisme deelt maandelijks alle analyseresultaten en de maandelijkse indelingen mede aan elke betrokken producent en aan zijn koper.

Het deelt ook het aantal strafpunten die bedoeld zijn in bijlage 2, C, 1, van het besluit van de Waalse Regering en die toepasselijk zijn op de betaling van de leveringen van de maand door de koper, aan de producent en aan zijn koper mede. Ten slotte deelt het de informatie over leveringen van monsters waarin antibiotica-afval is gevonden, aan de producent en aan zijn koper mede.

2° Zodra een werkelijk resultaat van het vriespunt behaald wordt en voor zover dat resultaat aan de voorziene normen niet voldoet, wordt het ter beschikking gesteld van de producenten en de kopers.

3° De technische middelen gebruikt om de gegevens bedoeld in punt 6.1 en 6.2 mede te delen zijn beschikbaar volgens de modaliteiten van punt 1.5.

4° Het interprofessionele organisme deelt alle resultaten en informatie die nodig zijn voor de controle van de betaling van melk bij de kopers aan de dienst bedoeld in artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering mede. Deze mededeling gebeurt maandelijks maar de dienst mag bijkomende mededelingen vragen.

4. Procedure voor de behandeling van de betwistingen van de resultaten :

1° Elke koper of producent kan de resultaten van de analyses die hem betreffen en die door het interprofessionele organisme verricht worden bij het interprofessionele organisme betwisten. Het dossier wordt behandeld in het kader van de beroepsprocedure die bepaald is door het interprofessionele organisme en die beschikbaar is volgens de modaliteiten van punt 1.5.

2° Een klacht tegen de beslissing genomen in het kader van de in punt 7.1. bedoelde beroepsprocedure kan ingediend worden bij de dienst bedoeld in artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering.

5. Sancties in geval van niet-naleving van de ophalingsmodaliteiten :

De koper of de tankwagenchauffeur die de regels betreffende de ophaling en de monsterneming van melk niet naleeft of die ze niet behoorlijk toepast, kan gestraft worden in het kader van de door het interprofessionele organisme bepaalde procedure die beschikbaar is volgens de modaliteiten van punt 1.5.

6. Procedure voor de behandeling van de betwistingen van de sancties betreffende de niet-naleving van de ophalingsmodaliteiten :

1° Elke koper of tankwagenchauffeur kan de sancties die hem wegens niet-naleving van de ophalingsmodaliteiten opgelegd zijn, bij het interprofessionele organisme betwisten. Het dossier wordt behandeld in het kader van de beroepsprocedure die bepaald is door het interprofessionele organisme en die beschikbaar is volgens de modaliteiten van punt 1.5.

2° Een klacht tegen de beslissing genomen in het kader van de in punt 9.1. bedoelde beroepsprocedure kan ingediend worden bij de dienst bedoeld in artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 25 oktober 2010 houdende erkenning van een interprofessionele instelling voor de controle op de samenstelling en de kwaliteit van melk en houdende goedkeuring van het normatieve document betreffende de controle op de samenstelling van koemelk die door de producenten aan de erkende kopers geleverd wordt.

Namen, 25 oktober 2010.

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
andelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2010/21119]

26 NOVEMBER 2010. — Koninklijk besluit tot overdracht van personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën naar de Vlaamse Regering

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 88, §§ 1 en 2, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de federale ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 december 1989, 1 oktober 1990, 22 december 1993, 21 februari 1997, 26 mei 2002, 25 april 2004, 20 mei 2009 en 10 september 2009;

Gelet op het advies van de Vlaamse Regering, gegeven op 1 oktober 2010;

Op de voordracht van de Eerste Minister en van de Minister van Financiën en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën, waarvan de namen in de bijlage van dit besluit worden vermeld, worden overgedragen naar de Vlaamse Regering.

Art. 2. Dit besluit zal aan elke belanghebbende worden meegedeeld.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2011.

Art. 4. De Eerste Minister en de Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 november 2010.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
Y. LETERME

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2010/21119]

26 NOVEMBRE 2010. — Arrêté royal relatif au transfert au Gouvernement flamand de membres du personnel du Service public fédéral Finances

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 88, §§ 1^{er} et 2, modifié par les lois des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune, modifié par les arrêtés royaux des 28 décembre 1989, 1^{er} octobre 1990, 22 décembre 1993, 21 février 1997, 26 mai 2002, 25 avril 2004, 20 mai 2009 et 10 septembre 2009;

Vu l'avis du Gouvernement flamand, donné le 1^{er} octobre 2010;

Sur la proposition du Premier Ministre et du Ministre des Finances, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les membres du personnel du Service public fédéral Finances, dont les noms sont repris en annexe du présent arrêté, sont transférés au Gouvernement flamand.

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué à chaque intéressé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Art. 4. Le Premier Ministre et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 novembre 2010.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
Y. LETERME

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS